

Un tiers des Français préférerait travailler plus pour gagner plus

- 34 % des salariés français préféreraient travailler plus d'heures ou de jours par semaine, pour une rémunération plus importante : c'est le taux le plus élevé parmi les pays européens
- 21 % choisiraient une semaine réduite au salaire habituel mais avec des journées de travail plus longues
- Seuls 6 % opteraient pour une semaine raccourcie avec un salaire moindre
- Les salariés français effectuent en moyenne près de 5 heures supplémentaires par semaine sans être rémunérés en conséquence
- Un répondant sur dix dit même travailler plus de 10 heures par semaine gratuitement

Paris, le 1^{er} octobre 2020 – Va-t-on prochainement s'orienter vers une semaine de 4 jours ? L'idée de ramener la semaine de travail à quatre jours refait en effet surface comme remède pour maintenir les emplois suite à la crise sans précédent causée par la Covid-19. Ce sujet est très controversé du côté des entreprises, mais qu'en pensent les salariés ?

Selon l'étude « Workforce View 2020 », menée par le spécialiste de la gestion du capital humain ADP – Automatic Data Processing, et qui a interrogé plus de 32 400 salariés dont 1 916 Français, si un tel choix était possible, **un salarié sur cinq (21 %) préférerait travailler une semaine réduite tout en conservant la même rémunération, mais avec des journées de travail plus longues**. Seuls 6 % seraient prêts à travailler moins pour un salaire réduit. A l'inverse, plus d'un tiers des collaborateurs français (34 %) opteraient pour plus d'heures ou de jours de travail par semaine pour un salaire plus élevé. C'est le taux le plus élevé parmi les 8 pays européens, et le deuxième au niveau mondial (juste derrière la Chine à 35 %). A noter que 4 salariés sur 10 souhaiteraient conserver leurs horaires et paie habituels.

Les Français de 25 à 34 ans seraient les plus favorables à travailler plus pour un meilleur salaire, contrairement aux seniors de plus de 55 ans qui sont largement favorables au statu quo en termes d'horaires et de rémunération (51 %).

Le secteur de l'immobilier crée l'exception, car les professionnels du domaine préfèrent en majorité travailler une semaine réduite au salaire habituel mais avec des journées de travail plus longues (35 % y sont favorables, alors que ce taux ne dépasse pas 24 % dans les autres secteurs étudiés). En revanche, les travailleurs des services aux entreprises et ceux des médias préféreraient travailler plus d'heures ou de jours par semaine, pour une rémunération plus élevée (39 %).

Chez nos voisins allemands, 12 % des salariés seraient prêts à travailler moins de jours par semaine en gagnant moins. Le taux le plus élevé en Europe (deux fois plus de répondants favorables qu'en France – 6 %). C'est peut-être pourquoi outre-Rhin le président du syndicat IG-Metall, le premier syndicat d'Europe qui représente 2,3 millions de salariés, a proposé fin août, de réduire le temps de travail pour éviter les licenciements liés à la crise de la COVID-19.

Les heures supplémentaires non rémunérées : une tendance fortement répandue

Les résultats de l'étude mettent également en lumière la problématique des heures supplémentaires non rémunérées. Cette pratique est particulièrement répandue aux Pays-Bas (64 %), en Espagne (62 %) et au Royaume-Uni (61 %), par rapport à la Pologne (45 %). Près d'un quart des salariés néerlandais (23%)

disent d'ailleurs travailler gratuitement au moins 10 heures supplémentaires par semaine, soit plus du double que dans les autres pays européens.

En France, plus de la moitié des salariés accomplit des heures supplémentaires non rémunérées. En effet, ils sont **56 % à effectuer en moyenne près de 5 heures (4h39) par semaine sans être payés. Un répondant sur dix dit même travailler plus de 10 heures par semaine gratuitement.**

Ce sont les salariés du secteur de l'immobilier (56 %) et des médias (55 %) qui se distinguent en travaillant plus de 6 heures supplémentaires par semaine non payées. Aucune distinction n'est observée au niveau macro par catégorie de taille d'entreprise (TPE, PME, ETI, grands groupes) : en moyenne un tiers des salariés totalise plus de 6 heures supplémentaires non payées.

Carlos Fontelas De Carvalho, président d'ADP en France et en Suisse, déclare : *« Suite au confinement et à la crise sanitaire, on a beaucoup entendu parler de la semaine de 4 jours, qui pourrait être une solution pour limiter les suppressions d'emplois et relancer l'économie. Mais plus largement, c'est toute la question de l'organisation et du temps de travail qui doit être repensée : cette période a en effet apporté des réflexions nouvelles pour les employeurs et les salariés quant à la gestion du stress, à l'équilibre entre le travail et la vie privée ou encore à l'importance du lien social. Ces réflexions doivent se poursuivre, par exemple à travers la constitution de groupes de travail au sein des entreprises. Mais attention au risque d'épuisement auquel peuvent être exposés certains salariés qui devraient travailler plus longtemps ou faire plus en moins de temps : ne perdons pas de vue la nécessité de créer globalement des environnements et des conditions de travail dans lesquels chacun peut être engagé et s'épanouir pleinement ».*

À propos de l'étude

L'étude [Workforce View 2020](#) explore le comportement des salariés envers le monde du travail actuel ainsi que leurs attentes et leurs espoirs concernant l'environnement professionnel futur. Notre centre de recherches, ADP Research Institute, a interrogé 32 442 salariés dans le monde entier (17 pays) entre le 29 octobre 2019 et le 6 janvier 2020. Les résultats internationaux sont pondérés pour représenter la taille de la population active dans chaque pays.

L'étude ayant été menée avant l'épidémie mondiale de COVID-19, les réponses ne reflètent donc pas les opinions concernant son impact potentiel. ADP Research Institute dévoilera très prochainement un complément d'étude sur les principales problématiques dans un second volume pour y inclure les nouvelles observations.

Contacts presse

Agence Rumeur Publique

Marie Goislard - Tél : 01 55 74 52 33

Romain Spinazzé - Tél : 01 82 28 37 25

E-mail : adp@rumeurpublique.fr